

HD AUDIT

Société de Commissariat aux Comptes
Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

ASSOCIATION CRCDC BFC

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 16-18 rue Nodot – 21000 DIJON

Rapport sur les comptes annuels et rapport spécial du Commissaire aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2022

ASSOCIATION CRCDC BFC

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 16-18 rue Nodot – 21000 DIJON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2022

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association CRCDC BFC** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2022**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe comptable concernant :

- la comptabilisation dans les comptes de l'association des produits et des charges concernant l'activité de dépistage sur le département de la Nièvre



- la justification des mouvements sur fonds dédiés constatés sur l'exercice
- la justification des provisions pour risques et charges

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Comme rappelé en annexe comptable, les produits et les charges relatifs aux actions de dépistage organisé des cancers dans le département de la Nièvre sont administrés par l'association CRCDC AURA. Dans le prolongement du traitement comptable suivi les années passées, CRCDC AURA reverse l'intégralité des subventions concernées à votre Association, les charges afférentes étant également intégralement prises en charge par le CRCDC BFC qui perçoit par ailleurs directement de l'ARS les subventions afférentes.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés que l'annexe comptable précisait bien ce traitement comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous portons à votre connaissance qu'aucun rapport de gestion écrit ne nous a été communiqué préalablement à l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et



d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 15 mai 2023.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de



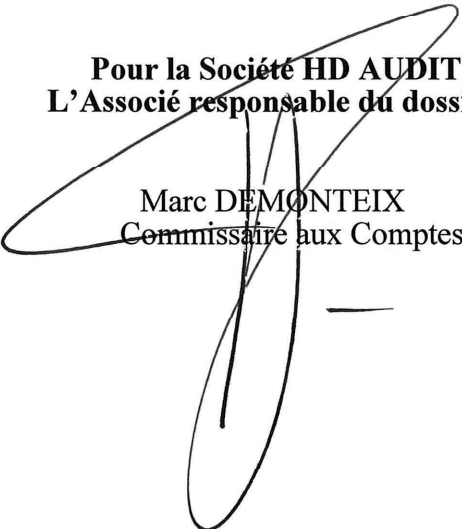
son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chablis, le 15 juin 2023

Pour la Société HD AUDIT
L'Associé responsable du dossier

Marc DEMONTEIX
Commissaire aux Comptes



Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	108 674,01	107 402,01	1 272,00	2 712,00
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	375 037,14	375 037,14		
	Autres immobilisations corporelles	496 822,00	329 835,09	166 986,91	155 876,27
	Immobilisations grévées de droits				
	Immobilisations en cours	20 082,60		20 082,60	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	3 824,00		3 824,00	3 824,00
	TOTAL (I)	1 004 439,75	812 274,24	192 165,51	162 412,27
	Comptes de liaisons				
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	57 994,36		57 994,36	73 024,68
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	3 101 362,76		3 101 362,76	3 247 406,49
	Charges constatées d'avance	67 459,00		67 459,00	62 176,00
	TOTAL (II)	3 226 816,12		3 226 816,12	3 382 607,17
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		4 231 255,87	812 274,24	3 418 981,63	3 545 019,44
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					3 824,00

HD AUDIT

Société de Commissariat aux Comptes
 13 Rue Porte Noél - 89300 CHABLIS
 RCS 497 899 866 AUXERRE NAF 6920Z

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droits de reprise	986 651,36	986 651,36
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	919 889,02	233 992,59
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(310 907,62)	685 897,03
	Total des fonds propres	1 595 632,76	1 906 540,98
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	22 053,44	24 553,44
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	22 053,44	24 553,44
	Total des fonds associatifs	1 617 686,20	1 931 094,42
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	869 013,29	765 139,59
	Total des provisions	869 013,29	765 139,59
	Comptes de liaisons		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	143 800,13	87 000,00
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	143 800,13	87 000,00
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	416 746,89	431 942,03
	Dettes fiscales et sociales	363 159,83	321 268,11
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	8 575,29	8 575,29
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	788 482,01	761 785,43
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		3 418 981,63	3 545 019,44
Résultat de l'exercice exprimé en centièmes		(310 907,62)	685 897,03
(1) Dont à moins d'un an		788 482,01	761 785,43
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services		
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	5 600,00	
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	98,80	23,56
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	604 410,44	555 385,76
	Autres produits	4 381 570,21	4 331 596,93
	Total des produits d'exploitation	4 991 679,45	4 887 006,25
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 522 544,39	2 591 486,05
	Impôts, taxes et versements assimilés	140 065,95	139 886,00
	Rémunération du personnel	1 325 595,29	1 281 800,01
	Charges sociales	495 087,23	487 131,68
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	60 159,49	53 832,70
	Dotation aux provisions	706 395,40	549 636,62
	Autres charges	1 652,74	1 296,09
	Total des charges d'exploitation	5 251 500,49	5 105 069,15
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(259 821,04)	(218 062,90)
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	3 834,55	3 396,81
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	3 834,55	3 396,81
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(255 986,49)	(214 666,09)
Produits financiers	Produits exceptionnels	2 500,00	446,56
	Charges exceptionnelles		644,97
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 500,00	(198,41)
	Impôts sur les sociétés	621,00	684,00
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		988 445,53
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	56 800,13	87 000,00
	TOTAL DES PRODUITS	4 998 014,00	5 879 295,15
	TOTAL DES CHARGES	5 308 921,62	5 193 398,12
	EXCEDENT ou DEFICIT	(310 907,62)	685 897,03
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	7 794,83	9 675,11
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature	7 794,83	9 675,11
	CHARGES	7 794,83	9 675,11
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	7 794,83	9 675,11

HD AUDIT
Société de Commissariat aux Comptes
Cie Régionale des Commissaires aux Comptes
18, Rue Porte Noël - 89800 CHABLIS
RCS 497 899 666 AUXERRE - NAF 6920Z

Association CRCDC BFC
3 RUE DU GENERAL DE BILLY

89002 AUXERRE CEDEX

ANNEXE COMPTABLE

HD AUDIT
Société de Commissariat aux Comptes
Circonscription Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
18, Rue Porte Noël - 89800 CHABLIS
RCS 497 899 666 AUXERRE - NAF 6920Z

Cabinet ETC
3 Place de l'Europe
89000 ST GEORGES SUR BAULCHE
03.86.48.12.12

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 418 982 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 998 014 euros** et un total **charges** de **5 308 922 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **-310 908 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01, et par le règlement comptable n°2020-08 du 4 décembre 2020 qui modifie le règlement n°2018-06.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Conformément aux dispositions réglementaires de l'ANC n°218-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social :

L'association assure la mise en oeuvre opérationnelle des dépistages organisés et est chargée de l'organisation des programmes de dépistages organisés des cancers à l'échelle de la région en appui de l'agence régionale de santé.

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à

ADP
Société de Commissaires aux Comptes
Cie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
18, Rue Porte Noël - 89800 CHABLIS
RCS 497 899 666 AUXIERRE - NAF 6920Z

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Agencements et aménagement des constructions	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Mobilier de bureau	3 à 5 ans
- Logiciels	1 à 3 ans
- Matériels outillages médical	3 à 10 ans
- Installations générales, agenc.	5 à 10 ans

Les frais d'installation et de mise en service des matériels informatiques acquis ont été comptabilisés en charges.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	108 674,01					108 674,01
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	108 674,01					108 674,01
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	375 037,14					375 037,14
	Instal., agencement, aménagement divers	53 863,20		47 970,40		1 303,64	100 529,96
	Matériel de transport	10 000,00					10 000,00
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	372 722,09		19 123,73		13 849,44	377 996,38
	Emballages récupérables et divers	5 559,66		2 736,00			8 295,66
	Immobilisations corporelles en cours			20 082,60			20 082,60
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	817 182,09		89 912,73		15 153,08	891 941,74
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	3 824,00					3 824,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 824,00					3 824,00
TOTAL		929 680,10		89 912,73		15 153,08	1 004 439,75

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	105 962,01	1 440,00		107 402,01
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	105 962,01	1 440,00		107 402,01
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	375 037,14			375 037,14
	Autres instal., agencement, aménagement divers	48 338,80	5 755,00	1 303,64	52 790,16
	Matériel de transport	10 000,00			10 000,00
	Matériel de bureau, mobilier	222 938,88	52 075,83	13 849,44	261 165,27
	Emballages récupérables et divers	4 991,00	888,66		5 879,66
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	661 305,82	58 719,49	15 153,08	704 872,23
TOTAL		767 267,83	60 159,49	15 153,08	812 274,24

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	228 708,59		50 558,30	178 150,29
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	536 431,00	690 863,00	536 431,00	690 863,00
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		765 139,59	690 863,00	586 989,30	869 013,29
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		765 139,59	690 863,00	586 989,30	869 013,29
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			706 395,40	586 989,30	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	3 824,00		3 824,00
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 149,28	13 149,28	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	31 402,08	31 402,08	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	13 443,00	13 443,00	
	Charges constatées d'avance	67 459,00	67 459,00	
	TOTAL DES CREANCES	129 277,36	125 453,36	3 824,00
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	416 746,89	416 746,89		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	152 262,07	152 262,07		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	210 276,76	210 276,76		
	Impôts sur les bénéfices	621,00	621,00		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	8 575,29	8 575,29		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	788 482,01	788 482,01		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2022
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		67 459,00	67 459,00
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			67 459,00

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Total des Produits à recevoir		16 211
Autres créances		16 211
<i>AVOIR A RECEVOIR</i>	13 443	
<i>TAXE SUR LES SALAIRES</i>	2 678	
<i>ORG.SOC.AUTR.PROD.A</i>	90	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Total des Charges à payer		434 374
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		185 202
<i>FOURN.FTS NON PARVEN</i>	<i>185 202</i>	
Dettes fiscales et sociales		249 172
<i>PROV. PRAPPEL DE SALAIRE</i>	<i>17 882</i>	
<i>DETTES POUR CONGES PAYES</i>	<i>134 179</i>	
<i>CHARGES SOC. SUR RAPPEL SALAIR</i>	<i>8 797</i>	
<i>CH.SOC.DETTE CONG.A</i>	<i>66 006</i>	
<i>TAXE FORMATION</i>	<i>9 478</i>	
<i>PRLVMT A LA SOURCE</i>	<i>12 830</i>	

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2021	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2022
Fonds propres sans droit de reprise	986 651,36				986 651,36
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	233 992,59	685 897,03	(0,60)		919 889,02
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	685 897,03	(685 897,03)		310 907,62	(310 907,62)
Situation nette	1 906 540,98		(0,60)	310 907,62	1 595 632,76
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	24 553,44		446,56	2 946,56	22 053,44
Provisions réglementées					
TOTAL	1 931 094,42		445,96	313 854,18	1 617 686,20

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2021	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation						143 800,13	
Contributions financières d'autres org.						143 800,13	
Fonds dédiés ARS DOCCU 2021	28 005,30					28 005,30	
Fonds dédiés CPAM DOCCU 2021	55 610,40					55 610,40	
Fonds dédiés MSA DOCCU 2021	3 384,30					3 384,30	
Fonds dédiés ARS DOCCU 2022		18 283,92				18 283,92	
Fonds dédiés CPAM DOCCU 2022		36 306,69				36 306,69	
Fonds dédiés MSA DOCCU 2022		2 209,52				2 209,52	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	87 000,00	56 800,13				143 800,13	

Au 31 décembre 2021, les fonds dédiés pour le DOCCU étaient de 87 000 euros.

Le démarrage effectif de ce dépistage a commencé en juillet 2020. Au 31 décembre 2022, il est estimé que l'ensemble des objectifs assignés est atteint (lancement du programme d'invitations et de relances, communication auprès des partenaires du lancement de ce nouveau programme, mise en place d'un outil informatique permettant la gestion des invitations et relances). Le montant des fonds dédiés pour le suivi des dossiers positifs est de 143 800.13 € (pas d'action faite).

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Provisions pour risques et charges

Une provision pour charges est comptabilisée afin de tenir compte du report de l'activité en raison du calendrier des invitations.

La provision est calculée de la façon suivante : volume de dossiers à traiter x le coût unitaire.

Le volume de dossiers à traiter sera calculé par comparaison entre les dossiers prévus à traiter et les dossiers réellement traités.

Le coût unitaire sera calculé à partir des données réalisées au niveau du budget Apacche.

La provision DOCS se subdivise en 3 parties :

- Les invitations restant à faire
- Le dépistage attendu sur les invitations restant à faire
- Les secondes lectures non réalisées

La provision DOCCR correspond à l'écart des invitations, relances restant à faire avec le suivi des dossiers.

La provision DOCCU correspond à l'écart des invitations, relances restant à faire avec le suivi des dossiers. Il n'y a pas d'examens médicaux à réaliser au CRCDC BFC.

La provision pour la DOCS est de 236 108 €, la provision pour le DOCCR est de 440 747 € et la provision pour le DOCCU est de 14 008 €.

Indemnité de départ à la retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 178 150.29 euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

- Taux d'actualisation : 3.77%
- Table de mortalité : 2016-2018
- Départ volontaire : 65 ans

Autres informations

Selon la convention entre le CRCDC AURA et le CRCDC BFC, la totalité des charges et des produits relatifs au département du 58 sont comptabilisés dans les comptes du CRCDC BFC. Les charges du département du 58 sont de 277 747.41 K€ et sont ventilés dans les comptes du CRCDC BFC par poste considéré et les produits du département du 58 sont de 200 331.47K€ et sont comptabilisés dans les produits propres du CRCDC BFC.

Contributions volontaires

Les heures de bénévolat ont été valorisées au taux horaire d'un médecin directeur selon la convention

Annexe libre

Etat exprimé en euros

collective soit un taux horaire de 40.01€, sur lequel il est appliqué un taux de charges sociales moyen de 45%.

Le total des heures est de 59.36 heures pour les administrateurs et de 75 heures pour la mise à disposition d'un informaticien sur le site du 71.

Soit une valorisation de 7 794.83€.

ASSOCIATION CRCDC BFC

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 16-18 rue Nodot – 21000 DIJON

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES Exercice clos le 31 décembre 2022

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'Article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

En application de l'Article R. 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'Article L. 612-5 du Code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

1 - Convention de prestations

1 - Personne concernée : Docteur JAME, HIRSCH, LE MOUEL, COENT, DOUVIER, JEFFREDO, BAILLIVET

Nature et objet : Facturation d'honoraires de prestations « double lecture »

Modalités : Montant des honoraires facturés sur l'exercice :

- Docteur JAME 15.760 €, outre indemnités kilométriques pour 3.821 €
- Docteur HIRSCH Jean-Pierre 1.800 €
- Docteur LE MOUEL Arlette 1.800 €, outre indemnités kilométriques pour 42 €
- Docteur COENT Romain 1.500 €
- Docteur DOUVIER Serge 750 €
- Docteur JEFFREDO Yannick 450 €
- Docteur BAILLIVET Philippe 1.500 €



2 - Convention d'indemnités de réunion

1 - Personnes concernée : Docteurs BAILLIVET, COENT, JEFFREDO, HIRSCH, LE MOUEL, DOUVIER Professeur MANFREDI

Nature et objet : Versement d'indemnités de réunion

Modalités : Montant des indemnités versées sur l'exercice :

- Docteur BAILLIVET	1.500 € (indemnité réunions)
- Docteur COENT	1.500 € (indemnité réunions)
- Docteur JEFFREDO	450 € (indemnité réunions)
- Docteur HIRSCH	1.800 € (indemnité réunions)
- Docteur LE MOUEL	1.800 € (indemnité réunions)
- Docteur DOUVIER	750 € (indemnité réunions)
- Professeur MANFREDI	NEANT

Fait à Chablis, le 15 juin 2023

**Pour la Société HD AUDIT
L'Associé responsable du dossier**

**Marc DEMONTEIX
Commissaire aux Comptes**



